

# **Chapitre 1 : Relance ou rigueur : quelles politiques conjoncturelles mettre en œuvre ?**

## **Présentation du Chapitre**

La crise qui a frappé l'économie américaine puis mondiale en 2008 continue de déployer ses effets. Si les pays ont dans un premier temps mis en œuvre des politiques de relance budgétaire, on assiste dans plusieurs zones depuis 2010, notamment en Europe, à un retour des politiques de rigueur. Mais quels sont les fondements économiques de ces mesures qu'on appelle « politiques conjoncturelles » ? Pourquoi la montée des déficits en période de crise ? Faut-il s'en inquiéter ? Et faut-il interdire les déficits face à la montée des dettes publiques ?

## **Plan**

### **Activité 1 : Pourquoi des politiques conjoncturelles ?**

- 1.1. Les objectifs des politiques conjoncturelles
- 1.2. Une représentation graphique des objectifs : le carré magique
- 1.3. Analyser les déséquilibres de la croissance : l'équilibre emplois-ressources

### **Activité 2 : Pourquoi accepter des déficits publics en période de crise ?**

- 2.1 Que faire face à la récession ?
- 2.2 Le multiplicateur keynésien de dépenses publiques
- 2.3 Politique de relance et croissance

### **Activité 3 : Faut-il avoir peur de la dette ?**

- 3.1 La progression de la dette en France
- 3.2 L'effet boule de neige de la dette
- 3.3 Fondements et limites des politiques de rigueur en Europe

## **Objectifs du Chapitre**

<b>En termes de connaissances</b>	<b>En termes de savoir-faire</b>
- comprendre l'origine des déséquilibres macroéconomiques grâce à l'équilibre emplois-ressources - montrer comment une impulsion budgétaire peut avoir des effets positifs sur la croissance - interroger les limites des politiques budgétaires et de l'endettement public	- distinguer corrélation et causalité

**Notions du programme officiel mobilisées :** Équilibre emplois/ressources, déficit public, dette publique, demande globale, inflation, chômage, déséquilibre extérieur, politique budgétaire

## Activité 1 : Pourquoi des politiques conjoncturelles ?

### Objectifs :

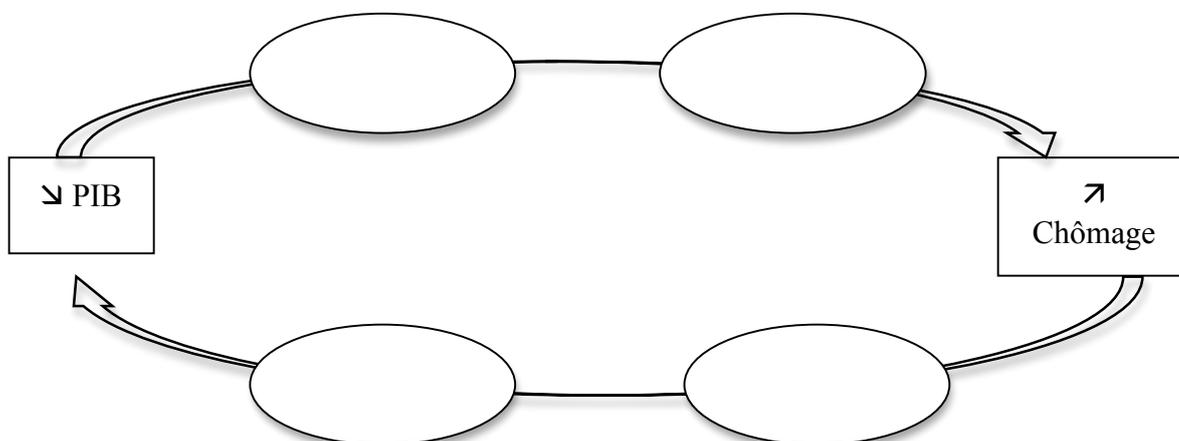
- Comprendre les fondements des politiques conjoncturelles
- Savoir utiliser l'équilibre emplois ressources pour identifier les déséquilibres économiques

### Doc 1 : 2009 : plus fort recul de l'activité depuis l'après-guerre et repli historique de l'emploi

La récession entamée au printemps 2008, s'est accentuée fin 2008 et début 2009. L'activité se contracte de 2,6 % en moyenne annuelle en 2009. C'est le plus fort recul du PIB depuis l'après-guerre : lors des récessions de 1975 et 1993, le PIB avait baissé de l'ordre de 1 %. Dès le 2<sup>e</sup> trimestre 2009, l'activité repart à la hausse : en moyenne, la croissance est de 0,3 % par trimestre depuis. Suite au retournement conjoncturel survenu mi-2008, le marché du travail connaît en 2009 le plus fort recul de l'emploi salarié depuis l'origine des séries d'emploi en 1954 : entre le début et la fin de l'année, on compte 257 000 emplois en moins. La plupart de ces destructions ont cependant lieu au 1<sup>er</sup> semestre (- 219 000 emplois) et la dégradation de l'emploi s'atténue au fil de l'année 2009. Le solde des créations redevient même légèrement positif au 4<sup>ème</sup> trimestre. Cette amélioration de la situation du marché du travail se confirme début 2010. (...) Cette dégradation du marché de l'emploi entraîne une hausse du taux de chômage de 2,4 points entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2009. Cette augmentation est beaucoup plus rapide que celle qu'avait connue la France lors de la crise de 1993. Avec le début de reprise, le taux de chômage repart à la baisse début 2010.

Vue d'ensemble - Premier bilan 2009-2010 - France, portrait social - Édition 2010, INSEE

- 1) **Définir** – Qu'est-ce que mesure le PIB ?
- 2) **Justifier** – Quels sont les signes de crise économique en France en 2009 ?
- 3) **Expliquer** - Explicitez le lien entre baisse du PIB et augmentation du chômage.
- 4) **Synthétiser** – Complétez le schéma simplifié ci-dessous afin de montrer que le ralentissement de la croissance du PIB et l'augmentation du chômage s'alimentent l'un l'autre dans un cercle vicieux.  
« ralentissement de la production » (x2), « licenciements », « ralentissement de la consommation »



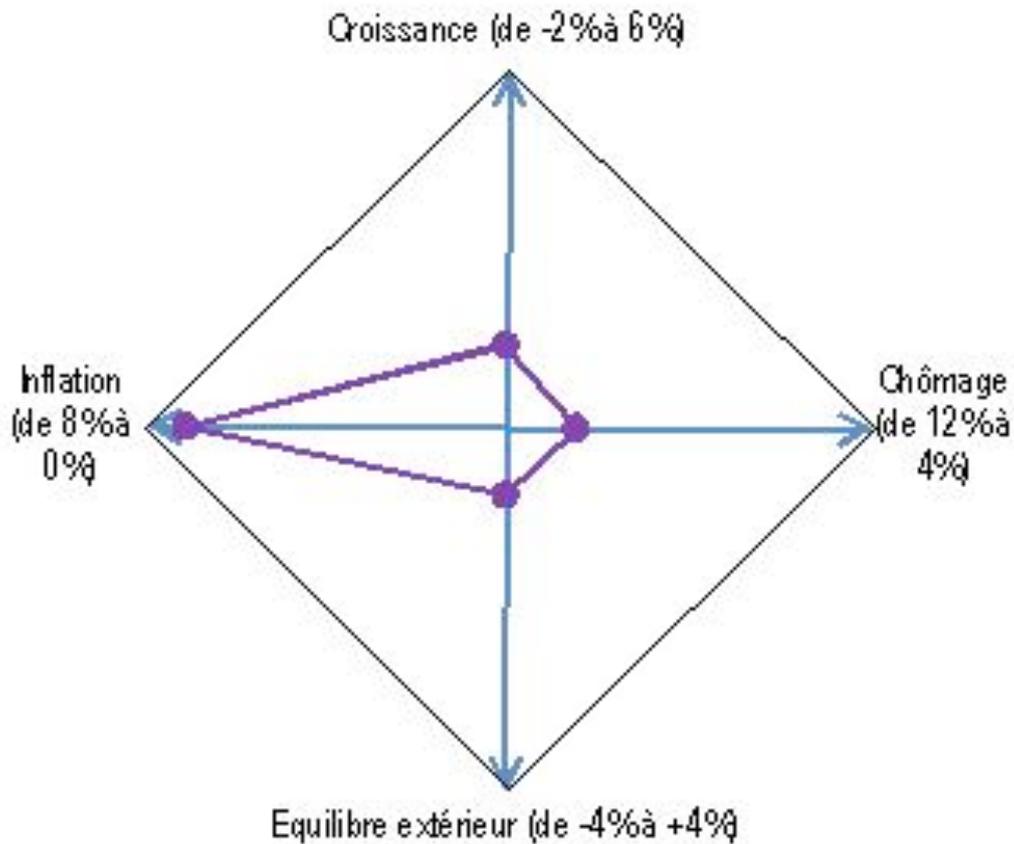
- 5) **Déduire** – Qu'est-ce qu' « on » peut faire pour inverser ce cercle vicieux ?

### 6) **Le carré magique** – une représentation synthétique de la situation économique d'un pays

Le « carré magique » est une représentation graphique qui permet de visualiser la situation économique d'un pays au regard de quatre éléments :

- la croissance (mesurée par le taux de variation annuel du PIB),
- le chômage (mesuré par le taux de chômage),
- l'équilibre extérieur (mesuré par l'écart entre les exportations et les importations de biens et services rapporté au PIB)
- et l'inflation (mesurée par la hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation).

Plus la surface du carré (en fait un quadrilatère) est grande et meilleure est la situation du pays. A titre d'exemple, voici le « carré magique » pour la France en juillet 2011 :



a) **S'exercer** - Sur le graphique ci-dessous, en utilisant deux couleurs différentes, représentez les carrés magiques :

- de la Chine en 2011: (croissance : 9,0%, chômage : 6,1%, inflation : 5,4%, équilibre extérieur : +4,0%)
- des Etats-Unis en 2011: (croissance : 1,6%, chômage : 9,1%, inflation : 2,9%, équilibre extérieur : -3,3%)

b) **Comparer** - Comparez les trois quadrilatères ainsi obtenus.

## A savoir : L'équilibre emplois-ressources et les éléments de la demande globale

Au niveau national, les « ressources » et les « emplois » en biens et services sont équilibrés :

- Sur une période donnée, les ressources d'une économie sont les biens et services qui peuvent être soit produits sur le territoire national, soit importés, soit puisés dans les stocks antérieurs
- Les emplois sont les utilisations de ces biens et services, qui peuvent servir à la consommation, l'investissement, l'exportation, ou la constitution de nouveaux stocks.

On aboutit donc à l'égalité comptable suivante :

### Equilibre emplois ressources

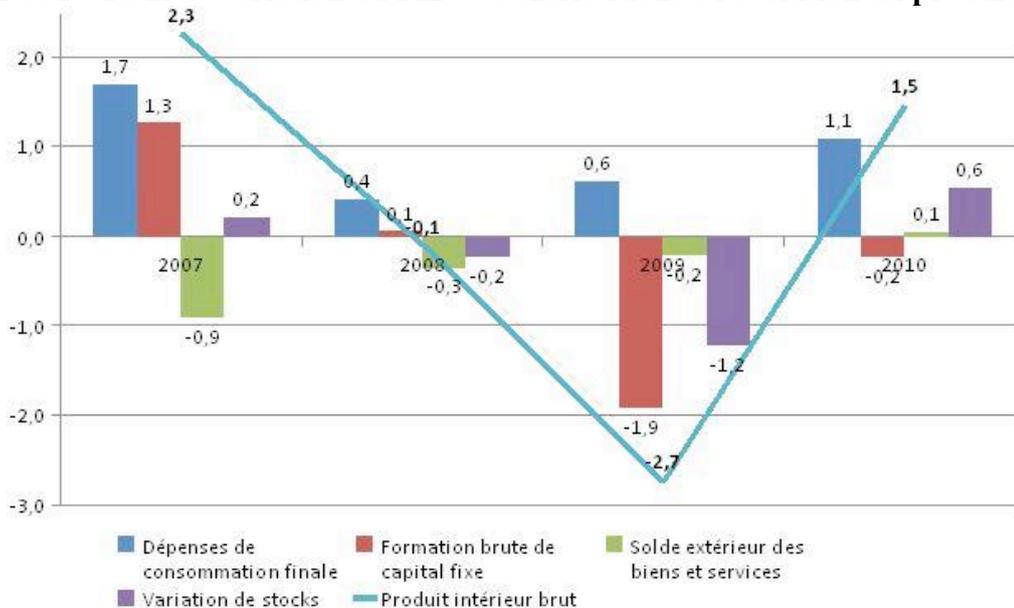
**PIB + Importations (M) = Consommation (C) + Investissement (I) + Exportations (X) + Variations de Stocks (VS)**

La demande globale de biens et services adressée aux entreprises (D), se divise en quatre éléments :

**PIB = D = C + I + (X - M) + VS**

Autrement dit, la demande dépend de la consommation, de l'investissement, du solde des échanges extérieurs et des variations de stocks. Ces quatre éléments évoluent de manière irrégulière. Sur le graphique ci-dessous figurent les contributions à la croissance du PIB des quatre composants.

## Doc 2 : Taux de variation du PIB et Contributions à l'évolution du produit intérieur brut



Source : Comptes nationaux - Base 2005, Insee

- Décrire** - Faites une phrase présentant l'évolution du PIB pour l'année 2007, et décrivez la contribution de chaque composante de la demande à cette évolution.
- Décrire** - Fournissez des éléments de description de la crise de 2008-2009.
- Expliquer** - Expliquez l'évolution constatée des composantes de la demande globale lors des récessions.
- Expliquer** - Comment les pouvoirs publics peuvent-ils alors agir pour tenter de faire face à la crise ?

## Activité 2 : Pourquoi accepter des déficits publics en période de crise ?

### Objectifs :

- Comprendre les fondements et mécanismes d'une politique de relance
- Distinguer corrélation et causalité

### Doc 1 : Que faire face à la récession ?

Il y a aujourd'hui beaucoup de gens bien intentionnés, attachés à leur pays, qui s'imaginent que la chose la plus utile qu'ils puissent faire et que puissent faire leurs semblables pour remédier à la situation, c'est d'économiser plus que d'habitude (...)  
Or, dans d'autres conditions, tout ceci pourrait être fort bien, mais malheureusement dans les conditions actuelles, (...) c'est exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire. Car le but de l'épargne doit être de rendre de la main-d'œuvre disponible pour pouvoir l'employer à exécuter des travaux de rapport tels que la construction de maisons, d'usines, de routes, de machines, etc. Mais s'il se trouve déjà un excédent important de main-d'œuvre disponible pour pareil emploi, alors le résultat de l'épargne est d'accroître cet excédent, et par conséquent de grossir les rangs des chômeurs. De plus, lorsqu'un homme est privé de travail, d'une façon ou d'une autre, la diminution de son pouvoir d'achat a pour effet de réduire au chômage ceux qui produisaient ce qu'il ne peut plus acheter. Et ainsi la situation s'aggrave de plus en plus, et l'on ne sort plus d'un véritable cercle vicieux (...)  
Par conséquent, ô ménagères patriotiques, sortez dès demain matin dans les rues, et dirigez-vous vers ces ventes réclames miraculeuses qui se trouvent annoncées à tous les coins. Vous vous ferez du bien à vous-mêmes car jamais les choses ne furent aussi bon marché, (...) Et réjouissez-vous par surcroît à la pensée que vous favorisez la main-d'œuvre, que vous enrichissez le pays, car vous redonnez de la vie à de grands centres d'activités et l'espoir au Lancashire, au Yorkshire et à Belfast.

Source originale : Allocution radio-diffusée de l'économiste **John Maynard Keynes**, 1931.  
Source numérique : "[Les classiques des sciences sociales](#)"

- 1) **Analyser** : Pourquoi l'épargne est-elle nuisible en période de chômage selon Keynes ?
- 2) **Analyser** : Quels sont les effets attendus de la consommation ?
- 3) **Synthétiser** : En quoi doivent consister les politiques conjoncturelles en cas de récession ?
- 4) **Discuter** : Quelles conditions doivent être réunies pour que se produisent les effets prévus par Keynes ?

## Le multiplicateur de dépenses publiques

### Objectifs :

- comprendre comment l'Etat peut influencer sur la croissance par le biais du budget public
- connaître la notion de multiplicateur keynésien

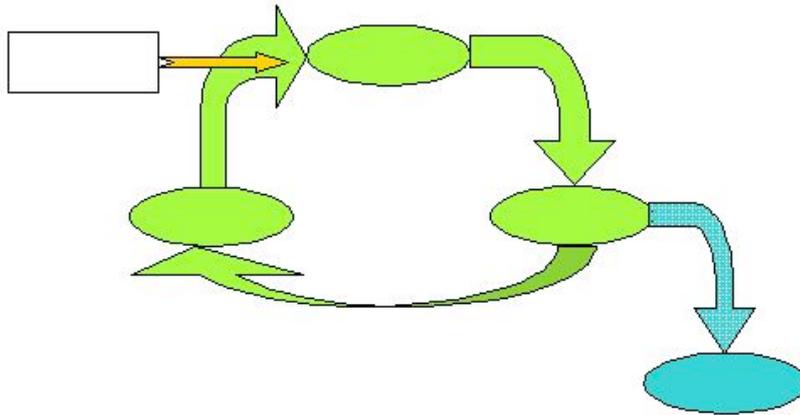
### Document 1 – Les dépenses publiques prises dans le circuit économique

L'idée que l'Etat peut stimuler l'activité économique en jouant sur la demande est ancienne. Les politiques de grands travaux ont par exemple été très utilisées lors de la crise de 1929, notamment aux Etats-Unis avec la Tennessee Valley Authority de Roosevelt. En effet, en commandant des travaux à des entreprises désœuvrées, l'Etat injecte du pouvoir d'achat dans l'économie et les entreprises sont amenées à recruter des salariés qui, à leur tour, dépenseront plus. [...] Cette demande supplémentaire des pouvoirs publics a donc un effet puissant sur la production, grâce au mécanisme du multiplicateur : les dépenses publiques engendrent des revenus pour les entreprises ou les ménages qui sont en grande partie dépensés ; ces dépenses entraînent une nouvelle production, d'où une nouvelle distribution de revenus. [...]

Cet enchaînement dépenses-production-revenus n'est évidemment pas sans limites. D'abord, tous les revenus nouveaux ne sont pas dépensés, ce qui fait que l'impact des dépenses publiques s'affaiblit peu à peu. La question cruciale est donc de savoir ce que vaut la propension marginale à consommer, c'est-à-dire quelle part d'un revenu supplémentaire les ménages vont dépenser.

A. Parienty, « A quoi sert la politique budgétaire ? », *Alternatives Economiques Poche n°46*, 2010

**5. Résumer** - Avec les cinq mots suivants, complétez à partir du texte le schéma ci-dessous résumant l'effet multiplicateur : « dépenses publiques », « consommation et investissement », « épargne », « revenus », « production ».



**6. Expliquer** - En vous aidant de l'exemple du texte, expliquer économiquement ce qu'il se passe avec la flèche jaune.

**Exercice 1 – Passer d'une dépense à son effet multiplicateur sur le PIB**

Soit une économie dans laquelle les pouvoirs publics dépensent 100 millions d'euros de plus. Cette dépense correspond à des revenus supplémentaires qui vont être dépensés par les ménages, dont la propension marginale à consommer est de 0,8 (c'est-à-dire que 80% du revenu supplémentaire est consacré à la consommation, et 20% à l'épargne). On peut donc déduire les évolutions suivantes :

Période	Variation de la demande $\Delta D$	Variation du revenu $\Delta Y$	Variation de la consommation $\Delta C$	Variation de l'épargne $\Delta S$
1	+100	+100	80	20
2	+80			
3		64		
4				
5			32,768	

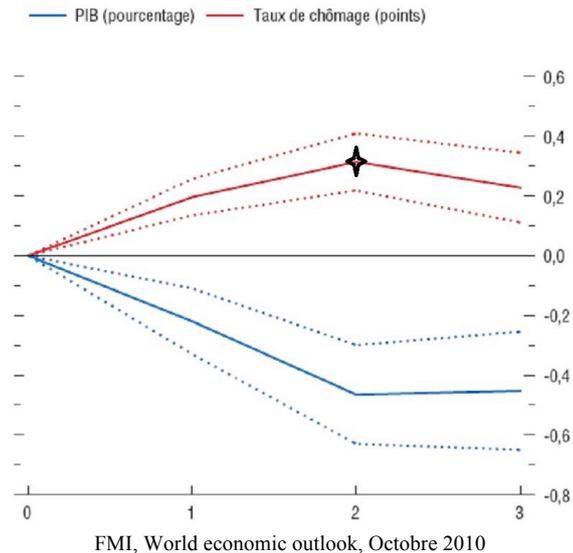
**7. Calculer** - Remplissez l'ensemble du tableau. N'oubliez pas l'effet de la propension marginale à consommer.

**8. Calculer** - Calculez la somme totale d'augmentation du PIB sur ces 5 périodes et comparez-la à la dépense initiale.

**9. Justifier** - À partir de vos calculs, justifiez l'expression de « multiplicateur » utilisée par les économistes pour parler de ce mécanisme économique.

**Document 2 – Les effets d'une diminution du déficit budgétaire de 1 point de PIB**

Le Fonds monétaire international (FMI) a construit un modèle tenant compte des expériences observées dans les principaux pays au cours des dernières décennies dans le but de savoir si une réduction du déficit budgétaire – impliquant donc une diminution des dépenses publiques – avait plutôt des effets positifs sur la croissance, en rétablissant la confiance dans la situation de l'Etat, ou des effets négatifs, par le jeu du multiplicateur. Le graphique suivant résume les conclusions de l'étude.



N.B. en abscisse : années depuis le début de la politique de réduction du déficit.

**10. Lire** - Quels sont ici les effets d'une réduction du déficit budgétaire sur la croissance et l'emploi ?

**11. Lire** - Donnez la signification de la croix en faisant bien attention au détail des axes.

**12. Discuter** - Que nous apprennent les données du graphique sur l'existence d'un effet multiplicateur des dépenses publiques ?

## Doc 2 - La relance Obama suffira-t-elle?

Compte tenu du ralentissement de l'activité, donc des recettes fiscales, et de l'augmentation des dépenses liées à la montée du chômage et de la pauvreté, auxquelles s'ajoutent le coût du sauvetage du système financier, le déficit budgétaire américain passerait, selon les prévisions du CBO<sup>1</sup>, de 455 milliards de dollars en 2008 à environ 1 200 milliards en 2009. Soit un bond de 3,2% à 8,3% du PIB, battant largement les records précédents. Et pourtant, l'effet d'entraînement de la croissance d'un tel déficit ne permettrait que de limiter l'ampleur de la récession, pas de l'éviter. Le taux de chômage resterait compris entre 8% et 9%.

C'est pourquoi Obama et son équipe sont venus vendre aux parlementaires dès le début janvier la nécessité d'un nouveau plan de relance, de 825 milliards de dollars étalés sur deux ans et qui s'ajouterait au déficit prévu pour l'emmener vers 11% du PIB. (...) Du côté des dépenses, un effort massif d'investissements publics serait réalisé en matière de réhabilitation et de développement des infrastructures publiques, ainsi que d'investissements verts. De même, le plan prévoit une aide aux Etats pour compenser la baisse des recettes fiscales qui les contraint à diminuer leurs dépenses, ce qui ajoute au ralentissement d'activité.

Du côté des impôts, le plan Obama prévoit une baisse de l'imposition des classes moyennes de 500 dollars par salarié et de 1 000 dollars par couple pour ceux gagnant moins de 200 000 dollars (150 000 euros), une aide aux foyers les plus défavorisés et une importante aide fiscale aux entreprises. (...)

Selon les estimations du CBO, l'économie américaine va produire en 2009 et 2010 à 6,8% en dessous de son potentiel. Avec un PIB de l'ordre de 15 000 milliards de dollars, cela veut dire qu'il va manquer en gros 1 000 milliards par an, soit 2 000 milliards de création de richesse pour 2009-2010. Barack Obama propose de dépenser 825 milliards : la partie qui sera dépensée pour les investissements publics va permettre de créer des emplois et de distribuer des salaires qui vont soutenir la consommation et la croissance. Un effet multiplicateur, comme disent les économistes, mais qui ne porte que sur une partie du plan. Un petit calcul rapide permet alors à l'économiste américain Paul Krugman de montrer que le plan de relance ne va combler qu'environ la moitié du potentiel de croissance perdu.

La relance Obama suffira-t-elle ?, Christian Chavagneux, Alternatives Economiques n° 277 - Février 2009

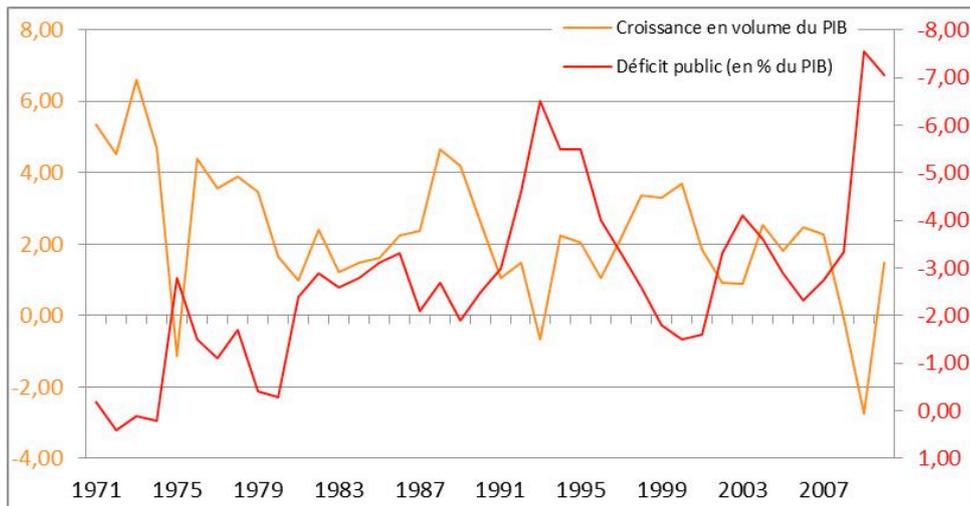
1. CBO = Bureau du budget du Congrès

**13. Synthétiser** – Réalisez un schéma expliquant comment la crise entraîne une augmentation des déficits publics.

**14. Synthétiser** – En quoi consiste le plan de relance proposé par B. Obama ?

**15. Expliquer** – En vous appuyant sur l'exercice 1 « Le multiplicateur keynésien », expliquez le passage souligné.

**Doc 3 : Le déficit budgétaire au secours de la croissance ?**



INSEE, comptes nationaux annuels

Le graphique ci-dessus superpose le taux de croissance annuel du PIB (en % échelle de gauche) et le solde des administrations publiques (en % du PIB, échelle de droite). Précisons qu'un solde négatif est appelé **déficit** (dépenses > recettes) et un solde positif est appelé **excédent**.

Attention : l'échelle de droite (pour le déficit public) a été inversée.

**16. Décrire** – Lire, afin de les rendre intelligibles, les données pour 1971 et 2008

**17. Analyser** – Quel lien observez-vous entre croissance économique et déficit public en France depuis 1971 ?

**A savoir – Politiques budgétaires**

La politique budgétaire constitue, avec la politique monétaire [qu'on abordera au Chapitre 3] l'un des principaux leviers de la politique économique de l'État. Elle consiste à utiliser le budget de l'Etat (dépenses publiques, prélèvements fiscaux) pour influencer sur la conjoncture économique.

**Exercice 1 : Quelle politique choisir ?**

**18. Classer** - Voici des exemples de politiques conjoncturelles menées ou souhaitées. Lisez-les attentivement et en fonction des objectifs et moyens décrits dans ces extraits et placez-les dans un tableau construit ainsi :

	Politique de relance	Politique de rigueur
Politique budgétaire		
Politique monétaire	sera complété lors du ch5	sera complété lors du ch5

(a) « L'Etat va supprimer 15 000 postes de fonctionnaires. C'est à ce prix-là que le gouvernement pourra tenter de ramener le déficit entre 2,2 et 2,5 % du PIB l'an prochain, réduire la dette à long terme d'ici à 2010 et revenir à l'équilibre des finances publiques à l'horizon 2009-2010. (...) (Le Figaro, 13 juin 2006)

(b) La banque centrale européenne (BCE) a décidé sans surprise, jeudi 7 décembre d'augmenter d'un quart de point à 3,5 %, son principal taux directeur, le hissant à son plus haut niveau depuis cinq ans. (...) Le président de la BCE, Jean Claude Trichet, avait largement préparé le terrain à cette sixième hausse en l'espace d'un an, multipliant les mises en garde contre le risque de surchauffe inflationniste. (...) (Le Monde 7 décembre 2006)

(c) 16 juin 1982 : Plan de Pierre Mauroy. Celui-ci consiste en une dévaluation du Franc une deuxième fois et assorti d'un blocage des prix et des salaires. Pour réduire le déficit budgétaire, la TVA est relevée et des économies sont faites sur les dépenses.

(d) « Pour l'instant, Barack Obama n'a pas donné de détails sur son plan. Mais l'on sait déjà qu'il s'agira d'un plan national sur deux ans. Le président élu espère créer des emplois en faisant construire des routes et des ponts, en modernisant les écoles, ou en construisant des éoliennes, des panneaux solaires et des voitures à faible consommation d'essence. » (Site RFI, 23 nov 2008)

(e) La Banque Centrale Européenne a annoncé ce jeudi une baisse de 25 points de base de son taux directeur à 1,25%, moins que prévu. C'est la sixième baisse depuis octobre. En l'espace de quelques mois les taux d'intérêts de la BCE sont passés de 4,25% à 1,25%. En effet, lors de sa réunion de ce jeudi, elle a annoncé une nouvelle baisse de 25 points de base de son taux directeur. Ce dernier atteint ainsi un plus bas historique. (Le figaro, 02/04/09)

### Activité 3 – Faut-il avoir peur de la dette ?

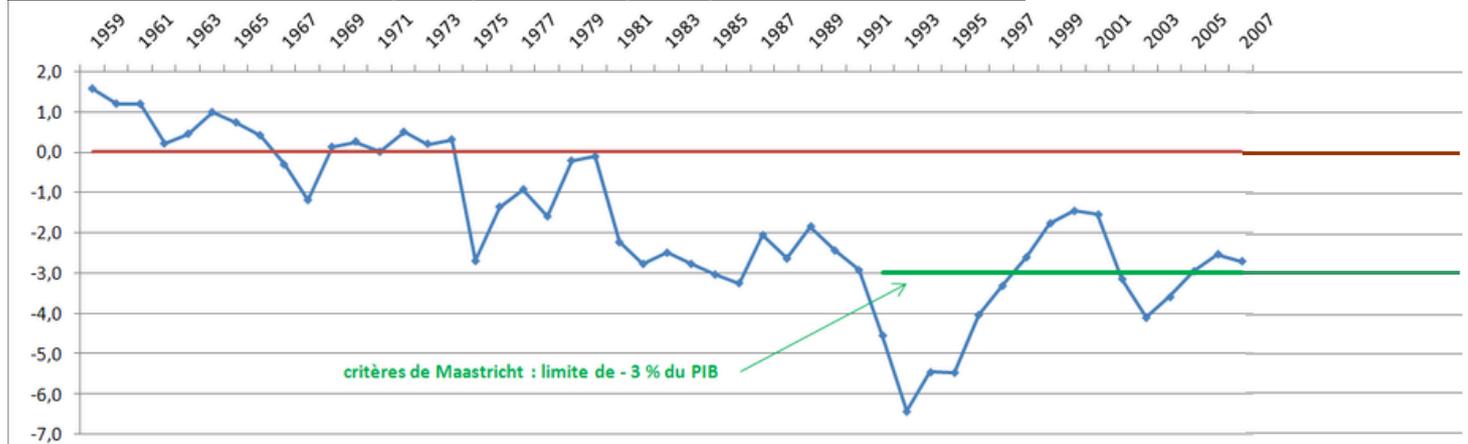
**A retenir : Déficit et dette, de quoi parle-t-on ?**

On parle de déficit public lorsque le solde du budget de l'Etat est négatif c'est-à-dire lorsque les dépenses publiques (qui financent les salaires des fonctionnaires -comme les policiers, les juges et les infirmières- et la construction et le fonctionnement des administrations publiques -comme les hôpitaux, les écoles, les lycées, les parcs, les musées, les routes...) excèdent les recettes publiques (fiscales pour l'essentielles : TVA, impôt sur le revenu et autres prélèvements obligatoires). A chaque fois qu'un Etat est en déficit, il doit emprunter l'argent manquant pour équilibrer son budget. Ces emprunts successifs forment la dette publique ou dette souveraine d'un Etat, qu'il doit rembourser moyennant un taux d'intérêt qui rémunère les prêteurs (qui sont pour l'essentiel les ménages, les banques et les spéculateurs).

**Document 1 :** Couverture du mensuel *Alternatives Economiques* de février 2011



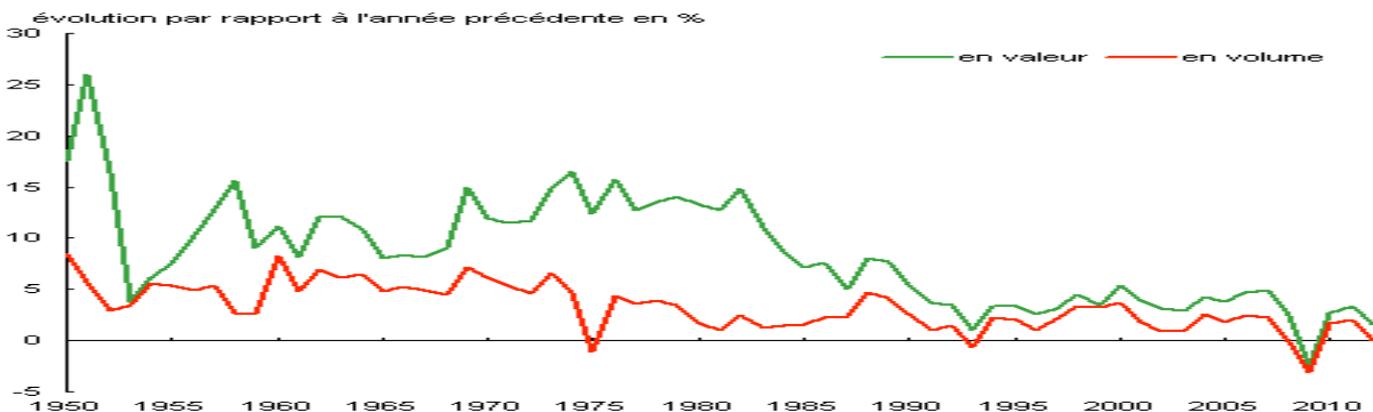
**Document 2 :** Évolution du solde public (recettes – dépenses) de la France en % du PIB :



2010 : -7,1% du PIB – 2011 : -5,3% du PIB - 2012 : - 4,8% du PIB

**Document 3 :**

**Évolution du PIB en France**



Champ : France.  
Source : Insee, comptes nationaux – base 2005.

**Document 4 :**

	Recettes totales des APU		Dépenses totales des APU		Solde des APU	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
France	49,5	48,1	52,8	55,6	-3,3	-7,5
Allemagne	43,7	44,3	43,7	47,6	0,0	-3,3
Espagne	37,0	34,7	41,1	45,9	-4,1	-11,2
Grèce	39,1	36,9	46,8	50,4	-7,7	-13,6
Irlande	34,7	34,1	42,0	48,4	-7,3	-14,3
Italie	46,2	46,6	48,8	51,9	-2,7	-5,3
Royaume-Uni	42,5	40,3	47,3	51,7	-4,9	-11,5
UE à 27	44,6	44,0	46,9	50,7	-2,3	-6,8
Etats-Unis	32,3	30,3	38,8	41,5	-6,5	-11,2
Japon	35,0	34,4	37,1	41,5	-2,1	-7,2

Source : Banque de France, 2010

1) (Doc2&4) : A l'aide des données récentes, complétez le graphique du doc2 pour la période 2008-2012.

2) (Doc2&3) : Y'a-t-il une corrélation entre le taux de croissance du PIB et le solde budgétaire ? Laquelle ?

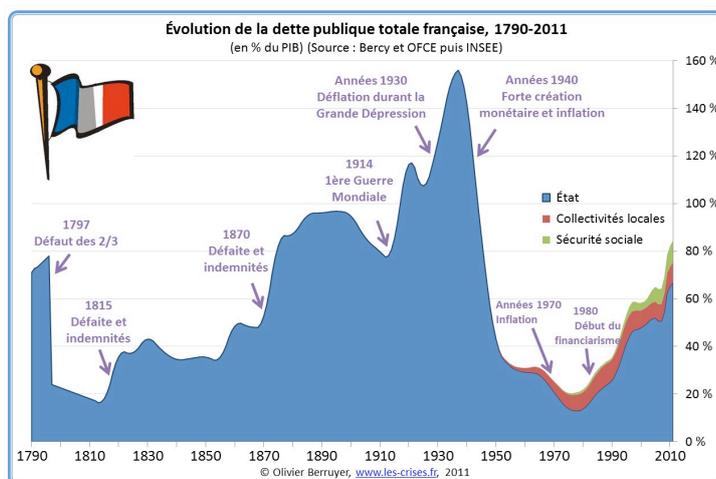
**Document 5 : Dette publique, richesse & croissance**

Si ces politiques budgétaires contra-cycliques<sup>1</sup> ont été le seul rempart à la crise systémique et à la dépression qui menaçaient l'économie mondiale, elles ont néanmoins un coût. En France, le solde public a chuté de 5 points de PIB entre 2007 et 2010 et la dette publique s'est alourdie de près de 20 points de PIB en l'espace de trois ans. L'heure est désormais à la rigueur et le gouvernement français s'est fixé l'objectif ambitieux de ramener le déficit public de 7,7 % du PIB en 2010 à 3 % en 2013 (près de 100 milliards d'euros), soit une réduction sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais cette rigueur n'est pas propre à la France et tous les pays industrialisés, et plus particulièrement européens, ont ou vont pratiquer des politiques d'austérité sévère (hausse des prélèvements obligatoires, coupes dans les dépenses publiques) pour éponger l'endettement public passé. Si la réduction à moyen terme des déficits publics est essentielle, notamment pour éviter un effet boule de neige de la dette, il n'en reste pas moins que ces politiques budgétaires restrictives, adoptées parfois dans l'urgence pour satisfaire les marchés financiers, et leur synchronisation dans la plupart des économies industrialisées, vont avoir un impact fort sur la croissance. [...] La dette publique brute de la France, au sens de Maastricht, est de 83,2 % du PIB en 2010, niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Si la dynamique de cette dette publique peut paraître inquiétante, surtout depuis 2007, elle n'est pas propre à la France. Conséquence directe de la crise financière, elle a augmenté dans tous les pays de l'OCDE. [...]

Mathieu Plane, « Dette publique, richesse et croissance », Economie & Management n°140, juin 2011, Repris dans OFCE « L'Economie française 2012 » Repères la Découverte, 2011

**La dette publique en % du PIB**

	2007	2010	Variation 2007-2010 (en points de PIB)
Allemagne	64,8	76,9	12,1
Belgique	84,2	98,4	14,2
Espagne	36,1	62,9	26,8
Finlande	35,2	49,5	14,3
France	63,8	83,2	19,5
Grèce	96,1	125,9	29,7
Irlande	25,0	97,4	72,4
Italie	103,6	119,5	15,8
Portugal	62,7	82,7	20,0
Zone euro	65,9	84,3	18,4
Royaume-Uni	47,2	81,3	34,1
États-Unis	62,0	92,8	30,8
Japon	167,1	198,4	31,3
OCDE	72,9	96,9	24,0



3) (Doc5 – 3 doc) Montrez, à l'aide de 2 arguments distincts, que l'inquiétude suscitée par la dynamique de la dette publique de la France doit être relativisée.

**Document 6 : La richesse matérielle, une contrepartie à la dette publique** (op. cit. Mathieu Plane, OFCE, 2011)

La dette publique au sens de Maastricht est une mesure brute qui ne tient pas compte des actifs financiers (numéraires et dépôts, actions cotées...) détenus par les administrations publiques (APU). [...] Mais les actifs financiers représentent moins de 40 % de l'ensemble des actifs des APU : ces dernières possèdent surtout des infrastructures (écoles, hôpitaux, routes, centres sportifs...), des terrains mais aussi du matériel et des équipements. L'INSEE évaluait ces actifs non financiers à 72,6 % du PIB fin 2009 malgré la chute des prix de l'immobilier. En revanche, le patrimoine historique ou artistique n'est pas valorisé et n'apparaît pas dans les comptes de patrimoine. Au total, les APU possèdent donc plus d'actifs que de dettes : en 2009, la valeur nette de leur patrimoine était de 21,8 % du PIB. Si cette valeur nette a perdu près de 20 points de PIB en raison de la crise économique et financière entre 2007 et 2009 (baisse du prix des actifs financiers et immobiliers, hausse de la dette avec la chute des recettes fiscales et les plans de soutien à l'économie et au système financier), celle-ci reste encore largement positive et représente 417 milliards d'euros. Comme on l'entend souvent, chaque nouveau-né en France en 2009 hérite bien d'une dette publique de 29 500 euros, mais cet argument fait face à deux limites. D'une part cela suppose que les nouveau-nés vont payer leur quote-part de facture publique de leur vivant et laisser une dette publique nulle à leur mort. Or en réalité, si la dette publique varie dans le temps, elle a cependant une durée de vie infinie et se transmet de génération en génération. D'autre part, cela suppose que le nouveau-né hérite d'une dette mais d'aucune contrepartie. Or, il va hériter de 22 200 euros d'actifs

<sup>1</sup> Littéralement, contre le cycle, c'est-à-dire à l'inverse des effets de la conjoncture (effet relance en période de crise, effet rigueur en période de croissance). L'inverse se dit pro-cyclique.

non financiers publics (il va sûrement naître dans une maternité publique qui a été construite et financée en grande partie par les générations précédentes) et de 14 000 euros d'actifs financiers publics. Au total, le nouveau-né en France hérite en 2009 de plus de créances que de dettes et commence dans la vie avec un actif net public de près de 6 700 euros. [...]

**4) (Doc6) : Que signifie « actif net public de près de 6 700 euros » en France en 2009 ?**

**Exercice – L'effet boule de neige de la dette**

On s'intéresse à l'évolution de la dette suivant le niveau des taux d'intérêt\* (= rémunération des prêteurs qu'on appelle aussi créanciers). On étudie donc deux scénarios :

- L'un où les taux restent bas (2%)
- L'autre où ils augmentent brusquement (10%)

En milliards d'euros	2011 Hypothèse : taux d'intérêt de 2%	2012 Hypothèse : taux d'intérêt de 2%	2013 Hypothèse : taux d'intérêt de 2%	2012 Hypothèse : taux d'intérêt de 10%	2013 Hypothèse : taux d'intérêt de 10%
Dettes en début d'année	1 000	1020	( )	1100	( )
PIB (hyp +2% /an)	2 000	2040	( )	2040	( )
Intérêts de la dette à payer pour l'année en cours	20 ( )	20,4	( )	110	( )
Dettes en fin d'année	1020 ( )	( )	1061,2	( )	( )
Rapport Dette / PIB en fin d'année	51% ( )	( )	( )	( )	( )

5) Sous l'hypothèse où le taux de croissance s'élève à 2% en 2012 et 2013, et où le taux d'intérêt était de 2% en 2011, complétez le tableau (écrivez le calcul dans les parenthèses).

6) À quelle condition le ratio dette/PIB reste-t-il stable ?

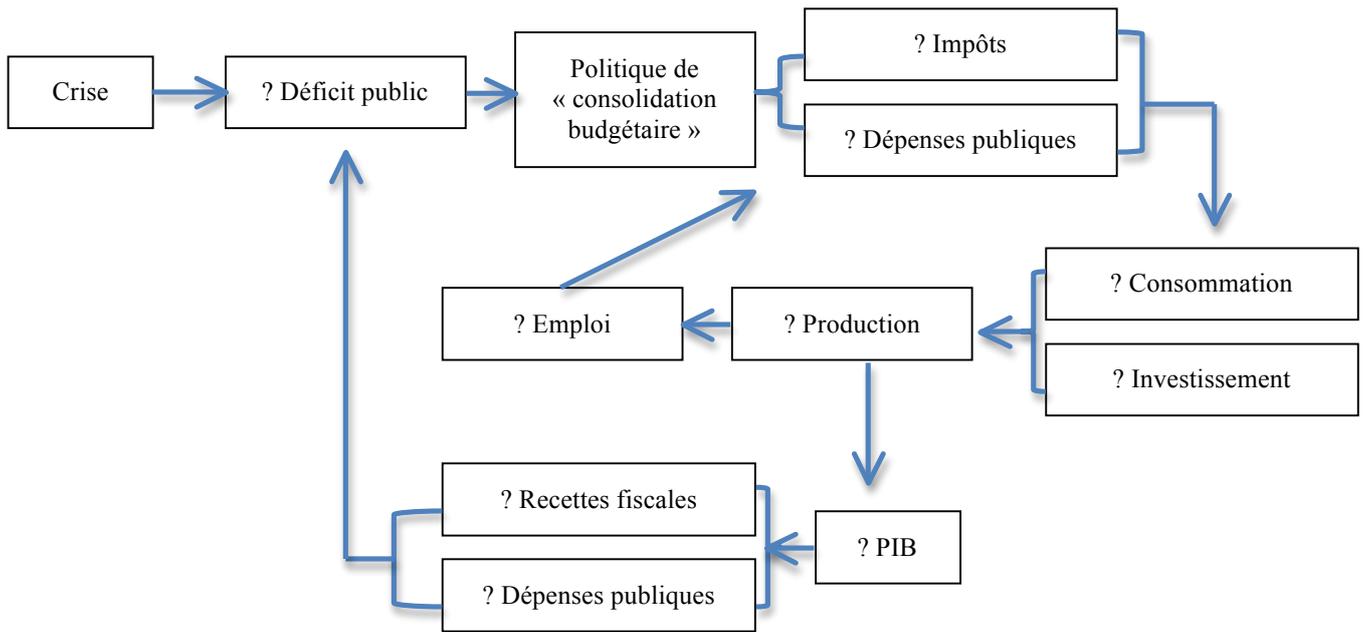
7) Rayez :

**Définition : L'effet "boule de neige" de la dette**

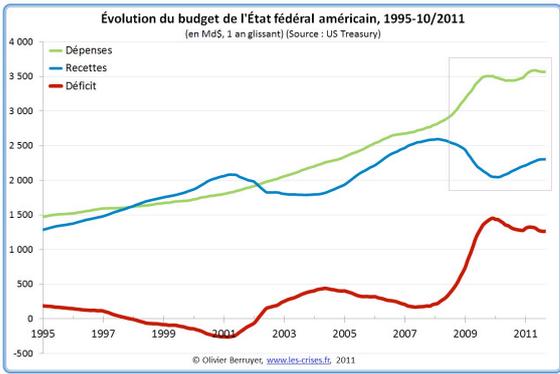
Situation dans laquelle la dette (généralement la dette publique) [augmente/baisse] mécaniquement malgré les remboursements, du fait que le taux d'intérêt payé sur la dette est [moins/plus] élevé que le taux de croissance des ressources qui servent à la rembourser.

Dictionnaire en ligne d'Alternatives Economiques

**8) Synthèse :** Remplacez tous les ? par ↗ ou ↘ afin de montrer que les politiques de rigueur adoptées par tous les gouvernements européens depuis 2010 pour lutter contre les déficits publics, risquent en fait de les faire croître en aggravant la récession et le chômage !



**Le rôle du stabilisateur automatique** De façon mécanique, le ralentissement de la croissance économique entraîne une contraction des recettes fiscales puisque ces dernières sont assises sur l'activité économique (la TVA pour la consommation, l'impôt sur le revenu, l'impôts sur les bénéfices etc) et une augmentation des dépenses publiques (à cause notamment de l'augmentation du versement des indemnités-chômage). Ainsi le déficit public s'accroît mécaniquement en période de récession. Il se passe exactement l'inverse en cas d'accélération de la croissance du PIB.



**9) Repérez l'effet de stabilisation automatique sur le graph ci-contre.**

**10) À la maison :** Classez tous les éléments énoncés dans ce dossier afin de répondre à la question posée en Une d'Alternatives Economiques (doc1)

Oui	Non
-	-
-	-

## Synthèse - Relance ou rigueur : quelles politiques conjoncturelles mettre en œuvre ?

### **Pourquoi faut-il des politiques conjoncturelles ?**

Les politiques conjoncturelles assurent la **régulation des fluctuations économiques**. L'observation du fonctionnement des économies de marché fait apparaître des **déséquilibres macro-économiques** : des crises se produisent, le niveau des prix s'envole, le déficit extérieur se creuse, le chômage croît etc... En particulier, la production et l'emploi sont souvent inférieurs à ce qu'ils pourraient être. C'est particulièrement le cas depuis la crise de 2008. Le taux de chômage s'élève ainsi en France à 10% de la population active aujourd'hui. Le Produit Intérieur Brut (qui mesure le volume de la production totale sur le territoire pendant 1 an) a, quant à lui, reculé de 2,7% en 2009 par rapport à 2008. L'analyse de **l'équilibre emplois-ressources** nous apprend que ce repli s'explique principalement par une forte baisse de l'investissement ainsi qu'un ralentissement de la consommation, les anticipations des ménages et des entreprises étant pessimistes, ils reportent les dépenses qui peuvent l'être et augmentent leur épargne par précaution, participant ainsi à l'aggravation de la récession (cercle vicieux).

Le premier objectif de la politique conjoncturelle doit donc être que les ressources en travail et en capital disponibles soient entièrement utilisées, ce qui veut dire la production la plus forte possible et l'absence de chômage (le plein emploi se situant aux alentours de 4% compte tenu du chômage frictionnel). Mais il faut aussi que cette croissance ne soit pas menacée par des déséquilibres tels que l'inflation ou le déficit du commerce extérieur.

La difficulté est donc que ces objectifs sont souvent contradictoires. Ainsi, une accélération de la croissance du PIB oblige à recruter. Elle est donc bonne pour réduire le chômage. Mais il se peut que les entreprises aient du mal à répondre à la demande à court terme et en profitent pour augmenter leurs prix, ce qui accroît l'inflation. De manière générale, une croissance lente s'accompagne souvent de chômage et de prix stables, alors qu'une croissance rapide va de pair avec l'inflation et la baisse du chômage. Face à ce dilemme de politique économique, l'Europe, depuis l'€ , a privilégié la stabilité des prix au détriment de l'emploi alors que les Etats-Unis privilégient davantage l'emploi quitte à connaître de l'inflation.

Il est fréquent de résumer l'état de la conjoncture par le « **carré magique** » de Nicholas Kaldor, en présentant sur un même graphique la variation annuelle du PIB, le taux de chômage, le taux d'inflation et le solde du commerce extérieur en % du PIB. En traçant ces données économiques de plusieurs pays à la même date (ou du même pays à des dates différentes) on peut comparer aisément leur santé économique respective : plus la surface du losange est grande, meilleure est la conjoncture, plus la figure est déformée par rapport au losange, plus l'économie est « déséquilibrée ».

### **Pourquoi accepter des déficits publics en période de crise ?**

Les économistes expliquent ces déséquilibres de diverses manières. La confiance à l'égard des mécanismes du marché a longtemps dominé. Jusqu'aux années 1930, la plupart des économistes imputaient les crises aux imperfections des marchés concrets et recommandaient d'attendre que ces mécanismes ramènent la stabilité et le plein emploi. Cependant, la profondeur et la longueur de la crise de 1929 ont remis en cause la capacité auto-régulatrice du marché. **John Maynard Keynes** a alors proposé une conception différente du fonctionnement de l'économie, montrant qu'elle pouvait rester durablement en sous-emploi (cercle vicieux de la dépression) sans que les forces de la concurrence ne parviennent à « apurer » la situation. Selon lui alors, seule une intervention des pouvoirs publics augmentant la demande adressée aux entreprises peut rétablir la situation.

S'appuyant sur cette vision, les gouvernements ont engagé des politiques conjoncturelles actives après la Seconde guerre mondiale. De nombreux plans de relance ont également été mis en œuvre après la crise de 2008, pour soutenir, momentanément, la consommation et l'investissement, le temps que « l'économie reparte ».

Les politiques conjoncturelles agissent principalement sur la demande (consommation & investissement) car l'action sur l'offre est forcément moins rapide (car il faut du temps pour modifier les capacités de production d'une économie). Or, les politiques conjoncturelles sont, par définition, des politiques de court terme, agissant à un horizon de deux à trois ans au maximum.

En modulant la demande globale adressée aux entreprises, ces politiques agissent sur la croissance économique, l'emploi, l'évolution des prix et le solde des échanges extérieurs. Bien entendu, d'autres facteurs agissent également sur ces quatre variables, si bien qu'il faut, avant d'agir, établir un diagnostic, se demander si les déséquilibres auxquels on souhaite remédier sont liés au niveau de la demande.

Si c'est le cas, les pouvoirs publics peuvent mettre en place une politique conjoncturelle visant à stimuler l'activité économique pour lutter contre le chômage et la contraction du PIB (**politique de relance**) ou à freiner l'activité économique pour lutter contre le déficit public ou réduire l'inflation (**politique de rigueur**). Ils disposent pour cela de deux outils :

- la **politique budgétaire** consiste à faire varier le solde du budget de l'Etat. Relance budgétaire :  $\nearrow$  dépenses publiques et/ou  $\searrow$  recettes fiscales. Rigueur budgétaire :  $\searrow$  dépenses publiques et/ou  $\nearrow$  recettes fiscales. Keynes a montré qu'un déficit budgétaire agissait favorablement par l'**effet multiplicateur des dépenses** sur l'activité.

- la **politique monétaire** influence l'investissement et l'épargne en agissant, via les taux d'intérêt, sur les conditions de crédit. Elle peut elle aussi être utilisée pour relancer l'économie ou la ralentir (Ch. 3).

### Face à la montée de la dette, faut-il interdire les déficits publics ?

La mise en œuvre de politiques conjoncturelles rencontre cependant plusieurs limites. Depuis plusieurs décennies, l'efficacité des politiques conjoncturelles s'est réduite du fait de la mondialisation. Une augmentation de la demande entraîne une hausse des importations, ce qui limite son effet positif sur la production nationale, tout en provoquant un effet négatif sur le solde du commerce extérieur. Les politiques conjoncturelles sont donc surtout actives dans les pays les plus vastes et peu ouverts sur l'extérieur, ou dans des zones qui peuvent coordonner leurs politiques économiques.

Enfin, la montée des dettes publiques introduit une nouvelle incertitude et réduit les possibilités budgétaires des Etats. La crise de 2008 s'est en effet traduite par une progression forte des déficits puis des dettes publiques pour financer ces derniers. Or l'augmentation des déficits et de la dette, pouvant se traduire par une hausse des taux d'intérêt, peut entraîner une **éviction de l'investissement privé**. Et si les taux d'intérêt sont supérieurs au taux de croissance du PIB, on peut faire face à un **effet boule de neige de la dette**, qui augmente alors de façon cumulative (ce qui arrive à la Grèce).

Les Etats sont alors tentés de privilégier le désendettement et le retour à l'équilibre budgétaire par des politiques d'austérité. C'est notamment le cas pour les pays de la zone Euro qui mettent progressivement en place une « **règle d'or** » visant à instaurer l'équilibre des finances publiques dans la Constitution. Cette politique peut certes ramener la confiance des créanciers des dettes souveraines (« les marchés »), mais aussi avoir pour effet de limiter la possibilité de relancer l'économie en cas de nouvelle récession.